

Les multinationales



L'Union européenne, comme la quasi-totalité des pays ou groupes de pays du globe, consacre énormément d'énergie à la signature d'accords de libre-échange. Mais pour quoi faire ?



Confédération Paysanne

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

LE LIBÉRALISME EN MARCHÉ

COMMENT LES MULTINATIONALES SE SONT PROGRESSIVEMENT IMPOSÉES AUX ETATS ?



1948

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les Nations-Unies se lancent dans l'organisation du commerce mondial. Après qu'il ait été envisagée une « moralisation » (régulation, normes équitables, etc.) avec la charte de la Havane, plusieurs Etats signent finalement l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT. Son but : la réduction progressive des droits de douane sur les produits industriels et leur mise en concurrence au niveau mondial.

1957

Les Etats européens se réunissent dans la Communauté économique européenne (CEE). Son objectif est d'aboutir à un marché commun permettant la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. C'est notre première zone de libre-échange.

1994

Le nombre de pays adhérant au GATT augmentant, les « pays riches » veulent libéraliser davantage l'agriculture, les services et renforcer la propriété intellectuelle. C'est la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'instauration d'un « tribunal » (Organe de règlement des différends), qui permet aux multinationales d'attaquer les Etats.

2000

Depuis le cycle de l'OMC de Doha, les négociations piétinent, notamment sur l'agriculture. Les grandes puissances en profitent pour contourner l'OMC et aller plus loin dans la libéralisation des marchés avec les accords de libre-échange.

Mais, on n'en entendait jamais parler avant !

Jusqu'à présent, les accords signés par l'Union européenne ont peu fait parler d'eux puisqu'ils concernaient essentiellement des pays du Sud. L'Accord de partenariat économique (APE) que l'Europe a conclu récemment avec certaines de ses anciennes colonies va permettre à nos multinationales de continuer à les piller !

FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES DU COMMERCE



OBJECTIFS :

FAIRE DISPARAÎTRE LES BARRIÈRES AU COMMERCE

• **Les barrières tarifaires : DROITS DE DOUANES**
En mettant un frein à l'entrée de marchandises, ils permettent de protéger les productions, dont l'agriculture, de la concurrence mondiale, ce qui contribue à la souveraineté alimentaire, le droit de chaque peuple de décider de son agriculture et de son alimentation.

• **Les barrières non-tarifaires : NORMES**
Mises en place pour protéger les travailleurs, la santé et l'environnement, elles sont considérées comme une contrainte pour les multinationales. Il faut pouvoir laisser circuler librement les OGM, les animaux aux hormones, ceux traités au chlore, etc. Mais la barrière des normes peut aussi devenir un outil de domination pour les multinationales. En agriculture on impose des normes industrielles sur lesquelles les paysans ne peuvent pas s'aligner.

OUTILS :

• **Le mécanisme des règlements des différends investisseur-Etat (ISDS)**, tribunal d'arbitrage privé, permet à toute entreprise de porter plainte contre un Etat ou une collectivité qui entrave ses profits. Par exemple, c'est avec ce genre d'outil que Véolia a porté plainte contre l'Egypte parce qu'elle a osé mettre en place un salaire minimal !
• **La convergence réglementaire** permet aux multinationales d'imposer une harmonisation à la baisse des normes et réglementations existantes, et de participer à l'écriture de celles à venir.



... De quoi donner officiellement les pleins pouvoirs aux multinationales !

TAFTA ET CETA, LES MULTINATIONALES FONT LA LOI !



2 VISIONS DIFFÉRENTES DE L'AGRICULTURE

Pour la **1^{ère}** fois, l'Union européenne négocie des accords avec des pays du même « poids économique » : le Canada (CETA) et les Etats-Unis (TAFTA). Les deux accords sont intimement liés. AUCUN DES DEUX N'EST ACCEPTABLE ET L'UN NE SE FERA PAS SANS L'AUTRE !

UNION EUROPÉENNE :



Surface moyenne d'une ferme européenne : **13** hectares

Elevage majoritairement en extérieur et à l'**herbe**

Sur 1000 hectares, on emploie **57** personnes en Europe contre **6** aux Etats-Unis

AMÉRIQUE DU NORD :



Surface moyenne d'une ferme en Amérique du Nord : **170** hectares

Elevage intensif, jusqu'à **100 000** têtes de bétail dans les feedlots

Alimentation du bétail avec **OGM**, farines animales...

Production aseptisée (désinfection à la javel, traitement chimique des carcasses...)

Pour signer ces accords historiques et faire tourner ses entreprises de services, son industrie de l'armement, de l'automobile... L'Europe sacrifie son agriculture et son alimentation.

TAFTA

- 820 millions de consommateurs,
- 50% du PIB mondial
- 1/3 des échanges commerciaux.

Pas de « gentil » ni de « méchant », seulement des multinationales qui veulent s'enrichir, des deux côtés de l'Atlantique !



Les négociations agricoles

Dans les négociations TAFTA et CETA, il s'agirait, notamment, d'ouvrir notre marché à la viande bovine nord-américaine, et d'exporter nos produits laitiers. En viande bovine cela provoquerait une baisse de 40 à 50 % du revenu des éleveurs français et 50 000 emplois agricoles en moins ! Quant à la production laitière, ces promesses exportatrices ne feront qu'accroître la volatilité des prix et la disparition des éleveurs.

À L'ATTAQUE ! ... DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Principe de précaution

En Amérique du nord on retire un produit du marché APRÈS avoir constaté sa toxicité. Théoriquement, en Europe, on le teste AVANT sa mise sur le marché !

Les politiques publiques

Dans la logique libérale, donner une subvention, c'est créer une concurrence déloyale. La politique agricole commune, avec son lot de soutiens, va être remise en cause, tout comme la possibilité pour une collectivité de choisir ses fournisseurs parmi les entreprises locales.

Les signes de qualité

IGP, AOC... ne sont pas reconnus en Amérique du nord, seule la marque privée prévaut.



L'usage des semences

Les paysans qui ressemencent une partie de leur récolte créent un manque à gagner pour les multinationales semencières. Elles veulent donc les breveter pour empêcher cette pratique issue du savoir-faire paysan et indispensable à la souveraineté alimentaire.

PAS ENCORE SIGNÉS ... ET DÉJÀ LÀ !

Quand on négocie, il faut montrer sa bonne volonté. La Commission européenne est particulièrement efficace en la matière, poussée par les lobbies des multinationales.

Certaines mesures qui seraient imposées par les accords de libre-échange sont en fait déjà mises en application :

- Autorisation de l'acide lactique pour le traitement des carcasses dans l'Union européenne et proposition d'autorisation d'un nouveau traitement chloré (acide peroxyacétique) pour la décontamination des carcasses de volailles
- Remise en cause de la qualité sanitaire du lait cru
- Point mort au projet de réglementation sur les perturbateurs endocriniens
- Fin de l'interdiction européenne des OGM, renvoyée au choix des Etats
- ...



EXEMPLE DE L'ALENA

Un regard sur ce qui nous attend...

L'accord de libre-échange Etats-Unis, Mexique, Canada, est entré en vigueur en 1994. Auparavant en situation d'autosuffisance alimentaire, le Mexique est désormais dépendant à **40% des importations**, en partie OGM, ce qui a fait exploser les prix de l'alimentation ainsi que les taux d'obésité et de diabète. **5 millions d'emplois agricoles** ont été perdus et **2 millions d'hectares** de terres arables sont en jachères. En 1994, il y avait **12 millions** de pauvres au Mexique. Près de 14 ans plus tard, le pays en compte plus de **50 millions** dont **20** en situation d'extrême pauvreté et vivant à la campagne.

Mais alors, c'est déjà foutu dans ce cas... !!!



MOBILISÉS ON PEUT GAGNER !

NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE CES ACCORDS DESTRUCTEURS !

Alors, on y va ?

L'agriculture paysanne est la seule à pouvoir assurer la souveraineté alimentaire, respecter l'environnement, créer de l'emploi, faire vivre les territoires avec des fermes nombreuses, partout, et une production relocalisée. C'est tout le contraire de ce que nous proposent les accords de libre-échange ! Cette agriculture ne peut survivre avec ce qui se prépare !

Difficile d'imaginer qu'on puisse stopper ces négociations...

Et bien si ! On a déjà stoppé des accords de libre-échange en négociation : Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, traité anticontrafaçon (ACTA) en 2012... Et ce sont les mobilisations citoyennes qui ont permis ces victoires !

Qu'est-ce qu'on peut faire ?

Signez et faites signer l'initiative citoyenne contre le TAFTA pour rejoindre les millions d'Européens déjà engagés. Pour les paysans, faites voter des motions anti-TAFTA dans les chambres d'agriculture. Des dizaines les ont déjà adoptées ! Dans chaque immeuble, évènement, quartier, village, ville, département, région, faites déclarer votre collectivité « zone hors-TAFTA ».

Interpellez vos élus, en particulier vos députés européens, pour qu'ils s'opposent à ces accords.

C'EST LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE EN MARCHÉ : l'exercice de la souveraineté politique des populations, appliquée aux questions agricoles et alimentaires !

